La conduite de Charles X paraît être généralement blâmée, et la résistance des Français, hautement approuvée en Angleterre. Le *Surv* et le *Courier*, autrefois si véhéments contre le gouvernement républicain et le gouvernement impérial de France, parlent avec une espèce d'horreur des dernières démarches du roi de France, et avec une espèce d'admiration de la résistance des Français à la violation de la constitution et à l'établissement d'un pouvoir *absolu et despotique*. Le premier ne fait pas difficulté de donner à Charles le nom de roi tyran, et simplement de tyran, et le second assure que le gouvernement anglais n'interviendra pas pour aider un monarque aveugle et insensé à violer la constitution de son pays, et à y exercer un pouvoir despotique. Le même *Courier* avait prévu que les derniers actes de Charles X amèneraient le renversement de son gouvernement; mais il n'avait pas supposé dans les Français assez d'énergie pour le renverser si promptement.

Le cabinet de Madrid, ou le Conseil de Castille, plus clairvoyant et plus sensé que le ministère de Charles X, a prévu l'événement qui devait avoir lieu en France, et cherché le moyen d'en éviter les conséquences pour l'Espagne, en rendant la population satisfaite du gouvernement. Après avoir parlé au roi du danger qui menace l'Espagne, s'il y a une révolution en France, et de la nécessité de rendre son gouvernement populaire, ils lui proposent: un acte d'amnistie pour tous les délits politiques passés; le rappel de tous les exilés, et la convocation des cortès. Leur exposé est daté du commencement de juillet.

On voit par les derniers procédés de la chambre des communes, que le *bill* des affaires financières du Bas-Canada a été nécessairement remis à la session prochaine.—Sur motion du duc de Wellington, il avait été mis devant la chambre des lords des copies ou des extraits de la correspondance du bureau colonial avec le gouvernement du Bas-Canada.

Le parlement a été prorogé, et la chambre des communes dissoute, par le roi en personne, le 23 juillet.

De la *Gazette de Londres*.—Downing-Street, 19 juillet, 1830.—Il a plu au roi de nommer le lieutenant-général lord AYLMER, K. C. B. Capitaine-Général et Gouverneur-en-Chef des Provinces de Bas-Canada, Haut-Canada, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Isle du Prince-Edouard.

« Nous nous attendions aussi peu à cette nouvelle, dit le *Mercury*, que la plupart des habitans de cette province, à ce que nous croyons. Nous pensons néanmoins pouvoir regarder le fait comme d'accord avec le désir du présent administrateur, et comme un prélude à la rémunération des longs et importants services de son Excellence, par quelque haut emploi en An-